

AFFICHER NOTRE UNITÉ

La politique étrangère du SPD
face aux nouveaux défis internationaux

Entretien avec **Nils Schmid**
Décembre 2021

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

Interview réalisée par Anja Wehler-Schöck, IPG-Journal

Il y a cinquante ans, Willy Brandt recevait le prix Nobel de la paix pour sa politique de détente entre l'Est et l'Ouest. Dans quelle mesure son approche influence-t-elle aujourd'hui encore la politique étrangère et la politique de sécurité défendue par le SPD ?

La politique étrangère défendue par le SPD s'inscrit dans le droit fil de la politique de paix prônée par Willy Brandt. Dans son parcours politique, le positionnement de Willy Brandt en matière de politique étrangère a connu plusieurs phases. En tant que maire de Berlin, sur fond de confrontation ouverte entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, Willy Brandt passait plutôt pour un ferme partisan de la guerre froide et se situait à l'aile droite du parti. Devenu chancelier, Willy Brandt s'est opportunément mué en partisan de la détente entre les deux blocs, tout en restant soucieux de prendre également en compte l'équilibre des forces géopolitiques. Après son départ de la chancellerie fédérale, il s'est fait le porte-voix du mouvement pacifiste, afin d'empêcher la course à l'armement. Dans la dernière phase de sa vie politique, ses relations avec son parti ont été quelque peu houleuses, notamment lorsque le SPD s'est strictement opposé à certaines opérations militaires. Pour juger l'héritage politique de Willy Brandt, il faut bien prendre conscience de ce large éventail de positionnements en matière de politique étrangère.

La politique étrangère du SPD est aujourd'hui encore guidée par des principes qui sont restés inchangés. Premièrement: œuvrer continuellement pour la paix et le désarmement – un objectif aujourd'hui plus actuel que jamais. Deuxièmement: s'engager clairement en faveur du dialogue, y compris dans les conditions les plus difficiles – fort du constat que les plus modestes efforts en matière de détente peuvent aussi être couronnés de succès. Troisièmement: inscrire la politique étrangère allemande dans l'alliance transatlantique – avancer main dans la main avec l'Union européenne et l'OTAN, sans jamais faire cavalier seul. Quatrièmement: prévenir les conflits, en s'appuyant sur une approche globale, de façon à lier développement, paix et sécurité au sein d'un seul et même monde.

Ces grands principes accompagnent aujourd'hui encore notre action au gouvernement.

Comment concilier d'un côté les velléités de l'Allemagne de s'engager en faveur du désarmement, et de l'autre la nécessité de maintenir la Bundeswehr, en tant qu'armée de défense, à la pointe de la technologie ?

Willy Brandt lui aussi a fait l'expérience de ce dilemme lorsqu'il était à la tête du gouvernement fédéral. Ce qui est important, c'est que ces deux éléments aillent de pair. Willy Brandt a toujours été clair sur le fait qu'il défendait l'idée d'une Bundeswehr bien équipée. Lorsqu'il était aux affaires, nos dépenses pour le budget de la défense excédaient les 3 % de notre produit intérieur brut. Ce n'est plus l'objectif chiffré que nous devrions viser désormais. En revanche, Willy Brandt a également montré que la politique de détente n'avait été possible qu'à la seule condition d'une intégration de la République fédérale d'Allemagne au sein de l'OTAN, du bloc de l'Ouest et de son système de valeurs. En matière de dépenses militaires, nous ne courrons pas après l'objectif de 2 % du PIB. Ce qui compte, c'est que la Bundeswehr soit bien équipée et que nos militaires soient protégés le mieux possible. Cela suppose que nos systèmes d'armement soient modernisés. Le SPD n'a jamais été un parti exclusivement pacifiste. Le parti a en revanche toujours été un lieu d'échange ou pouvaient aussi s'exprimer des convictions pacifistes. Le SPD n'a jamais désapprouvé la nécessité d'une défense nationale et se considère comme un partenaire de la Bundeswehr.

Comme à l'époque de Willy Brandt, l'Allemagne ne saurait faire cavalier seul aujourd'hui sur la question du désarmement. Dans les tentatives de désarmement nucléaire, l'Allemagne, seule, ne saurait jouer qu'un rôle marginal car les plus importants arsenaux nucléaires se trouvent en Russie, aux Etats-Unis et de plus en plus en Chine. Nous devons insister, avant tout dans le cadre de l'OTAN, pour faire à nouveau de la question du désarmement une priorité de la coopération internationale. Sur ce point, il semblerait que nous ayons en la personne du président Biden un allié.

S'agissant de l'OTAN, le contrat de coalition réclame une répartition équitable des charges. Sur ce point, les Etats-Unis ont régulièrement critiqué l'Allemagne. Que faut-il changer ?

Ce débat traverse l'histoire de l'OTAN. En tant que puissance nucléaire et pourvoyeur d'un arsenal coûteux mis à disposition de tous les membres de l'alliance transatlantique, les Etats-Unis portent une charge et endossent une responsabilité toutes particulières. Nous voulons en prendre notre part et nous prendrons notre part. Lorsqu'il était ministre des Finances, Olaf Scholz a nettement augmenté les dépenses militaires. Nos efforts en matière de politique de défense doivent être encore plus étroitement adossés à des partenariats européens. Cela n'a pas grand sens que chaque pays développe individuellement son propre système d'armement. A cet égard, la production d'armes au niveau européen constitue pour nous un sujet central. Nous devons faire en sorte que l'Europe soit en capacité d'agir par elle-même dans l'hypothèse où elle devrait recourir à la force armée. A l'évidence, les Américains ne participeront pas toujours à toutes ces initiatives. C'est la raison pour laquelle une concertation plus étroite au sein de l'Union européenne, et tout particulièrement avec la France, est essentielle.

A l'heure actuelle, l'objectif affiché d'une souveraineté stratégique européenne fait encore figure de vœu pieux. Comment l'Europe doit-elle s'organiser pour que cette souveraineté stratégique devienne réalité ?

La souveraineté européenne suppose une capacité d'action aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Europe. Au cœur de cet objectif, on ne trouve pas seulement la capacité d'action militaire ou diplomatique, mais également le développement de technologies innovantes, la politique industrielle et commerciale, tout comme la question migratoire. Sur ce point, nous devons agir ensemble en tant qu'Européens et mettre en place des instruments adéquats. Le fond de relance européen mis en place pour faire face à la crise sanitaire en est un bon exemple. A mon sens, le fait d'avoir su gérer, dans un souci de solidarité, une crise économique d'une telle ampleur, complétant intelligemment à l'échelle européenne ce qu'il était déjà possible de faire à l'échelle nationale, c'est là l'expression même d'une souveraineté européenne. Elargir ce concept de souveraineté européenne en vaut la peine pour renforcer la capacité d'action globale de l'Union européenne. Olaf Scholz a clairement fait de cette ambition une priorité.

En matière de politique étrangère, l'Allemagne se voit d'un côté tenue de respecter un certain nombre de valeurs; de l'autre côté, nous entretenons d'étroites relations économiques avec des rivaux systémiques tels que la Chine ou la Russie. Par ailleurs, nous ne pourrions nous passer de ces pays pour relever des grands défis internationaux comme la crise climatique ou les pandémies. De quel côté faut-il restreindre nos ambitions ?

Nous avons résumé cette situation dans le contrat de coalition en parlant de nouvelle relation « tridimensionnelle » : rivalité systémique, concurrence économique et coopération. Dans chaque domaine où cela sera possible, nous chercherons à coopérer avec la Chine – voilà encore une autre composante

de l'héritage politique que nous a légué Willy Brandt. Toutefois, il nous faut aussi reconnaître que la Chine représente un défi qui va bien au-delà de la seule concurrence technologique. La question qui se pose est celle de savoir quel type de régime est susceptible d'offrir aux citoyennes et citoyens à la fois prospérité économique, cohésion sociale et dynamique d'innovation. A la différence de l'Union soviétique pendant la guerre froide, la Chine a été en mesure d'accomplir des progrès considérables dans ces trois domaines. Ces progrès ne sont pas passés inaperçus à travers le monde – de quoi rendre les modèles de type autoritaire attrayants aux yeux de certains, parfois même en Europe.

C'est à nous que s'adresse en priorité la question du système politique. Cette question en appelle à notre propre force de conviction pour prouver à la population allemande que prospérité économique et sécurité sont possibles dans le cadre de la démocratie et de l'Etat de droit et qu'il n'est nul besoin de la prétendue vigueur des régimes dictatoriaux pour aller de l'avant. C'est par nos propres actions, bien plus qu'à travers une surenchère dans le réarmement, que nous serons capables de convaincre. Nous avons eu raison d'envoyer une frégate militaire en Mer de Chine¹ et il est important que nous continuions à peser pour que le droit international soit respecté par tous les pays, y compris par la Chine. Montrer soi-même l'exemple pour aller de l'avant est cependant une solution souvent plus efficace que de vouloir faire la leçon aux autres.

La Russie a stationné d'importants effectifs militaires à la frontière avec l'Ukraine. Quelle démarche l'Allemagne devrait-elle entreprendre en gardant à l'esprit le risque d'une possible escalade ?

En concertation avec nos partenaires au sein de l'OTAN et de l'UE, nous avons clairement fait savoir à la Russie qu'une attaque contre l'Ukraine entraînerait des réactions lourdes de conséquences. Dès l'été dernier, l'Allemagne et les Etats-Unis se sont entendus pour que de nouvelles sanctions soient appliquées dans l'hypothèse où la Russie se servirait de la question énergétique comme d'une arme politique ou commettrait toute autre forme d'agression. Le gouvernement russe sait que de telles actions ne resteront pas sans conséquences et que la Russie serait ainsi mise encore davantage au ban de la communauté internationale.

J'espère que nous ne nous dirigerons pas vers une désescalade et que la diplomatie reprendra ses droits. A cet égard, le « format Normandie » demeure la configuration diplomatique adaptée. L'Allemagne, l'une des quatre parties prenantes, doit peser de tout son poids diplomatique pour qu'une nouvelle rencontre ait lieu. Il convient bien entendu de replacer la situation actuelle dans le contexte des 30 dernières années au cours desquelles la Russie et l'Occident se sont devenus de plus en plus éloignés l'un de l'autre.

¹ Début août 2021, une frégate allemande a rejoint un contingent international de navires militaires en mer de Chine (AFP, <https://www.france24.com/fr/europe/20210803-%C3%A0pr%C3%A8s-20-ans-l-allemande-envoie-son-premier-navire-militaire-en-mer-de-chine>).

S'agissant des systèmes d'armes conventionnelles en Europe, nous n'avons pas trouvé de dispositif raisonnable pour succéder au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, lequel avait fixé la limitation des forces armées conventionnelles en Europe à l'époque de la guerre froide. La menace que représente la Russie pour les pays voisins tient également au fait que nous ne disposons pas de règles claires pour limiter les forces armées conventionnelles en Europe. Les attaques menées par la Russie contre l'Ukraine et la Géorgie ont profondément altéré la paix en Europe telle que nous l'avions négociée entre partenaires européens après 1989. C'est la raison pour laquelle nous devons d'une part adopter une position franche face aux manœuvres militaires russes et travailler d'autre part à l'élaboration de réglementations pour contrôler les armements.

Ce deuxième objectif ne sera atteint qu'à la condition de trouver un terrain d'entente avec la Russie sur le sujet. Les dernières années ont toutefois montré que le dialogue avec la Russie reste une nécessité, mais qu'il donne peu de résultats. Au cours des nombreuses rencontres internationales, nous avons fait l'amère expérience de voir la Russie continuer de violer les règles, nous condamnant à faire du sur place dans tous les dossiers de conflits internationaux.

Les Etats-Unis exercent à nouveau une forte pression sur l'Allemagne au sujet du gazoduc Nord Stream 2. Ce projet est-il voué à l'échec ?

Non. Le gazoduc est construit. Il ne reste plus que des questions d'ordre juridique à régler. Je ne suis pas de ceux qui croient pouvoir sévir contre la Russie en faisant pression sur un gazoduc qui n'a même pas encore été mis en service. La ques-

tion fondamentale qui se pose et que les Alliés doivent aborder ensemble est la suivante : sommes-nous, ou non, prêts à utiliser la question énergétique comme levier de sanction contre la Russie ? Le cas échéant, cela aurait des conséquences aussi bien sur les importations de pétrole en provenance de la Russie et à destination des Etats-Unis que sur les importations européennes de gaz d'origine russe. Il y a quelque chose de malhonnête à se focaliser sur le gazoduc Nord Stream 2.

Si l'on voulait effectivement fragiliser la Russie au niveau économique, il faudrait s'attaquer aux exportations russes de gaz et de pétrole, et non pas bloquer un projet de gazoduc qui n'est même pas encore en service. J'ai quelques doutes quant au fait de savoir si nos alliés seraient prêts à appliquer des sanctions d'une telle envergure dans le secteur de l'énergie car les relations de dépendance sont réciproques. Aussi, le gouvernement fédéral allemand a raison d'insister sur la nécessité d'appliquer des sanctions à l'encontre de la Russie, dès lors que celle-ci fait preuve d'agressivité dans sa politique étrangère, mais pas nécessairement dans le secteur de l'énergie. En partie à cause d'erreurs commises par l'Allemagne, le gazoduc Nord Stream 2 s'est malheureusement mué en symbole des relations complexes entre l'Occident et la Russie. Il est important que l'Occident fasse bloc vis-à-vis de la Russie. Nous y sommes parvenus jusqu'ici en adoptant des sanctions communes, à la surprise de Poutine.

L'interview a été publiée dans le IPG-Journal du 10 décembre 2021 sous le titre « **Geschlossenheit demonstrieren** ».

L'AUTEUR

Nils Schmid est député allemand au Bundestag et porte-parole du groupe parlementaire du SPD pour les questions de politique étrangère. De 2011 à 2016, il a été ministre-président adjoint du Land de Bade-Wurtemberg et ministre de l'Economie et des Finances.

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

Tel. +33 (0)1 45 55 09 96

Fax: +33 (0)1 45 55 85 62

<https://paris.fes.de>

fes@fesparis.org

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Borucki, Isabelle

La politique en voie de digitalisation ?

Expériences et défis des partis politiques allemands face au numérique
Paris, décembre 2022

Meng, Richard

L'heure du renouveau a-t-elle sonné ?

L'émergence d'un nouveau paysage politique en Allemagne
Paris, juin 2021

Rohde, Jan Philipp

La transformation sociale-écologique en Allemagne

Propositions des syndicats allemands
Paris, décembre 2021

Hubertus Heil

La loi sur le devoir de vigilance en Allemagne

Vers un renforcement des droits humains au sein des chaînes de production ?
Paris, mars 2021

Saxer, Marc

Plaidoyer pour une «transformation réaliste»

La stratégie de la social-démocratie allemande
Paris, novembre 2021

Bläsius, Julia

Quel bilan faire de la campagne?

Les élections fédérales en Allemagne
Paris, octobre 2021

Hansen, Annika S.; Gienanth, Tobias von

Le Sahelistan

Pourquoi le Mali n'est pas l'Afghanistan
Paris, septembre 2021

Hillion, Christophe; Blockmans, Steven

Passer du doute à l'assurance

Le service européen pour l'action extérieure en tant que soutien indispensable d'une UE géopolitique
Bruxelles, septembre 2021

Finchelstein, Gilles ; Manz, Thomas

De la souveraineté européenne

Analyses européennes
Paris, juillet 2021

Theobald, Hildegard

En première ligne du coronavirus

L'expérience du personnel soignant en Allemagne
Paris, juillet 2021